

**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE POUR LES QUESTIONS MONÉTAIRES
INTERNATIONALES ET LE DÉVELOPPEMENT**

COMMUNIQUÉ

10 AVRIL 2014

1. Nous, les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement, avons tenu notre quatre-vingt-onzième réunion à Washington le 10 avril 2014 sous la présidence de M. Ashraf El Araby, Ministre de la planification et de la coopération internationale de l'Égypte, assisté de M. Alain Bifani, Directeur général au Ministère des finances du Liban, Premier Vice-Président, et de M. Luis Fernando Mejía, Directeur général de la politique macroéconomique au Ministère des finances de la Colombie, Second Vice-Président.

Économie mondiale et implications pour les pays en développement

2. Nous sommes encouragés par l'affermissement de la reprise dans les principaux pays avancés, mais nous notons que la croissance reste modeste et exposée à des risques considérables. Nous soulignons que les paramètres économiques fondamentaux des pays émergents et des pays en développement restent généralement solides et que ces pays continueront de représenter la majeure partie de la croissance mondiale. Néanmoins, ils ont fort souffert des effets négatifs cumulés de l'environnement extérieur difficile et des turbulences récentes sur les marchés financiers. En dépit de ces conditions difficiles, de nombreux pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, ont pu maintenir une croissance élevée en menant une politique économique généralement bien conçue. Nous sommes préoccupés par les problèmes que rencontrent les petits pays en développement ainsi que les pays fragiles et touchés par un conflit, dont certains restent très endettés et vulnérables, et font face à des perspectives de croissance limitées.

3. Nous demeurons très préoccupés par l'impact négatif des flux de capitaux perturbateurs et de la volatilité des taux de change qui résulteraient de changements peut-être brutaux de la politique monétaire dans quelques-uns des principaux pays avancés. Nous invitons les dirigeants, en particulier des pays qui émettent des monnaies de réserve, à coordonner leur action à l'échelle multilatérale pour atténuer les répercussions négatives de la politique monétaire, notamment grâce à une bonne communication. Par ailleurs, les pays avancés doivent redoubler d'efforts pour stimuler la demande mondiale et faciliter le rééquilibrage. Nous sommes d'avis que le FMI peut contribuer à faciliter la coordination et la cohérence de l'action multilatérale pour bien gérer les enjeux. Nous soulignons aussi qu'il est nécessaire de veiller à ce que les pays émergents et les pays en développement aient un accès adéquat aux dispositifs de sécurité financière, notamment ceux des institutions financières internationales. Nous sommes particulièrement préoccupés par les problèmes uniques auxquels sont confrontés les pays arabes en transition qui n'ont pas encore

reçu le plein appui de la communauté internationale, et nous appelons les institutions financières internationales à faire preuve de souplesse avec ces pays, étant donné leurs problèmes politiques et socio-économiques. Nous demandons que des ressources supplémentaires soient fournies aux pays voisins, en particulier au Liban, qui subit de façon disproportionnée les effets de l'afflux de réfugiés syriens.

4. Nous notons que les perspectives économiques des pays émergents et des pays en développement seront moins favorables que par le passé en raison du durcissement des conditions de financement, des tensions géopolitiques, du ralentissement de la croissance effective et potentielle par rapport à l'avant-crise dans les pays avancés, du fléchissement de la croissance des échanges commerciaux et du recul des cours des produits de base. Dans ces conditions, nous sommes déterminés à stimuler les sources intérieures de croissance et à exploiter les possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement entre nous. Pour placer nos pays sur une trajectoire de croissance robuste à long terme, nous nous attacherons à accroître la productivité et à accélérer la transformation structurelle. Nous sommes déterminés aussi à prendre un large éventail de mesures à moyen terme pour réduire la pauvreté et les inégalités, et accroître l'inclusion sociale. Nous nous emploierons en particulier à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en investissant dans les compétences et l'éducation, ainsi qu'en facilitant la mobilité de la main-d'œuvre.

Rôle et réforme du FMI

5. Nous sommes profondément déçus que les réformes des quotes-parts et de la gouvernance du FMI qui ont été arrêtées en 2010 n'aient pas encore pris effet parce que l'actionnaire principal de l'institution ne les a pas ratifiées. Cela hypothèque sérieusement la crédibilité, la légitimité et l'efficacité du FMI, et entrave la capacité d'opérer d'autres réformes nécessaires et de satisfaire aux engagements à l'avenir. Nous croyons fermement que le FMI doit rester une institution qui repose sur un système de quotes-parts et qui dispose de ressources adéquates pour jouer son rôle systémique de manière durable. À cette fin, nous sommes d'avis qu'il convient d'envisager toutes les options qui permettraient de poursuivre les réformes de la participation, de la représentation et de la gouvernance. Nous continuons de penser que l'objectif fondamental des réformes des quotes-parts et de la gouvernance doit être de refléter l'évolution fondamentale de l'économie mondiale et d'accroître la participation et la représentation des pays émergents et des pays en développement, y compris des pays pauvres, ainsi que des petits pays à revenu faible ou intermédiaire. Nous réitérons notre appel de longue date en faveur d'un troisième siège au Conseil d'administration du FMI pour l'Afrique subsaharienne, à condition que cela ne se fasse pas au détriment d'autres sièges de pays émergents et de pays en développement, et nous demandons que toutes les options disponibles soient explorées.

6. Nous sommes inquiets du retard observé dans l'examen de la politique du FMI relative aux plafonds d'endettement. Nous invitons le FMI à achever cet examen en vue de mettre en

place un dispositif de plafonnement structuré et unifié pour tous les pays, qui repose sur les évaluations existantes de la viabilité de la dette. Étant donné les besoins de financement considérables et indispensables dans les pays à faible revenu, en particulier pour les infrastructures, nous soulignons qu'il importe d'adopter un cadre opérationnel souple et non perturbateur. En outre, nous suivons attentivement la procédure judiciaire entre NML et l'Argentine aux États-Unis, et nous sommes d'avis qu'elle a un intérêt systémique et peut-être des implications profondes pour tous les pays. Une décision qui encouragerait un comportement de vautour prédateur compromettrait l'architecture de base qui régit les prêts souverains et le règlement des dettes. Étant donné les progrès limités qui ont été accomplis dans la mise en place d'un mécanisme global de restructuration de la dette souveraine, les pays émergents et les pays en développement devraient peut-être prendre l'initiative pour faciliter le dialogue.

Rôle et réforme du Groupe de la Banque mondiale

7. Nous prenons note des changements et des réformes de grande envergure qui sont en cours au sein du Groupe de la Banque mondiale. Nous souscrivons vigoureusement à ces changements et au repositionnement de l'institution consistant à en faire un groupe homogène, tout en respectant la nature différente de chaque institution. Nous appelons à opérer ces changements de manière efficace et en temps voulu. Tandis que le processus de réforme avance, nous soulignons qu'il importe d'assurer la continuité des programmes en cours de la Banque mondiale et d'éviter des changements perturbateurs. Nous sommes convaincus que ces réformes reposent fermement sur l'objectif ultime du service au client en fournissant des solutions de développement adaptées qui sont garanties par des services de financement, du savoir et de mobilisation. Afin d'atteindre cet objectif, le Groupe de la Banque mondiale doit répondre aux besoins financiers, techniques et consultatifs des clients d'une manière plus rentable, en temps plus opportun et de manière moins bureaucratique. Nous prenons note de la conception d'un nouveau modèle d'engagement auprès des pays, y compris le cadre de partenariat national et l'évaluation diagnostique systématique des pays, et nous soulignons que cela doit renforcer la prise en charge par les pays. À cet égard, nous notons avec satisfaction que le renforcement des capacités statistiques des pays clients est l'une des priorités du Groupe de la Banque mondiale. Nous sommes préoccupés par l'impasse dans l'engagement du Groupe de la Banque mondiale auprès de certains pays membres, et nous réaffirmons qu'il importe que le Groupe de la Banque mondiale noue le dialogue avec tous ses pays membres et leur fournisse de l'aide sur la base de sa mission de développement et sans considérations politiques.

8. Nous saluons la reconstitution des ressources de l'IDA en temps voulu, qui permettra de répondre aux besoins immenses des populations pauvres et vulnérables. Nous prenons note des efforts déployés pour accroître la capacité de prêt du Groupe de la Banque mondiale, notamment en utilisant mieux son bilan et en améliorant son efficacité, comme indiqué dans l'examen des dépenses. Nous sommes d'avis qu'il sera important de surveiller l'impact de ces propositions, en particulier des conséquences non voulues, notamment sur la demande. Si nécessaire, il

conviendrait d'ajuster les propositions afin que leur coût soit abordable et que les charges soient partagées équitablement. Nous sommes d'avis qu'il faudrait envisager à long terme une nouvelle augmentation du capital afin d'assurer l'équilibre de la demande et de l'offre dans les prêts de la BIRD et la viabilité financière de l'institution.

9. Nous notons aussi qu'il est proposé de mettre en place un Mécanisme mondial de financement des infrastructures : il s'agirait d'une contribution constructive face aux déficits et aux contraintes dans le financement des infrastructures et le développement de projets. Il sera fondamental de veiller à ce que la participation des pays soit adéquate et plus large, à ce que des ressources supplémentaires soient disponibles, et à ce que le processus soit suffisamment flexible pour répondre aux divers besoins de financement des infrastructures.

10. Nous soulignons qu'il est nécessaire de rester déterminé à donner effet à la réforme de 2010 concernant l'actionnariat du Groupe de la Banque mondiale, et à achever le prochain examen de l'actionnariat au plus tard en octobre 2015, comme convenu précédemment

11. Nous notons les effets négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, en particulier sur les pays pauvres, fragiles et vulnérables, et nous reconnaissons qu'il importe de s'attaquer aux problèmes communs à l'échelle mondiale. Nous notons avec satisfaction les progrès accomplis dans l'inclusion de la gestion des catastrophes et du risque climatique dans les priorités et les opérations du Groupe de la Banque mondiale. Nous appelons à poursuivre les efforts en vue de mettre en œuvre les recommandations du rapport de Sendai. Nous appelons aussi à reconstituer les ressources du Fonds pour l'environnement mondial de manière ambitieuse afin qu'il dispose de ressources adéquates pour remplir sa mission.

Autres questions

12. Nous insistons une nouvelle fois sur l'importance de la diversité du personnel à tous les niveaux en vue d'accroître la légitimité et l'efficacité des institutions financières internationales, et nous appelons à redoubler d'efforts pour accroître la part des régions sous-représentées dans le personnel, en tirant parti des initiatives en matière de diversité.

13. Il est prévu que la prochaine réunion des ministres du G-24 aura lieu le 9 octobre 2014 à Washington.

LISTE DES PARTICIPANTS¹

Les Ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur quatre-vingt-onzième réunion le 10 avril 2014 à Washington sous la présidence de M. Ashraf El-Araby, Ministre de la planification et de la coopération internationale de l'Égypte, assisté de M. Alain Bifani, Directeur général des Finances du Liban, Premier Vice-Président, et de M. Luis Fernando Mejía, Directeur général de la politique macroéconomique de Colombie, Second Vice-Président.

La réunion des ministres a été précédée le 9 avril 2014 par la cent-troisième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, sous la présidence de M. Karim Wissa, Administrateur suppléant de la Banque mondiale.

Groupe africain : Farid Tiaïba, Algérie; Nialé Kaba, Côte d'Ivoire; Mutombo Mwana Nyembo, République démocratique du Congo; A. Shakour Shaalan, Égypte; Sufian Ahmed Beker, Éthiopie; Christophe Akagha-Mba, Gabon; Seth E. Terkper, Ghana; Ngozi Okonjo-Iweala, Nigéria; Pravin Gordhan, Afrique du Sud.

Groupe asiatique : Arvind Mayaram, Inde; Ali Taiebnia, République islamique d'Iran; Nada Mufarrij, Liban; Ma. Cyo Tuaño-Amador, Philippines; Sarath Amunugama, Sri Lanka; Maya Choueiri, République arabe syrienne.

Groupe latino-américain : Axel Kicillof, Argentine; Carlos Cozende, Brésil; Maria A. Arbelaez, Colombie; Johnny Gramajo Maroquín, Guatemala; Fernando Aportela Rodríguez, Mexique; Julio Velarde, Pérou; Larry Howai, Trinité-et-Tobago; José Rojas, Venezuela.

Observateurs : Abdulrahman Alhamidi, Fonds monétaire arabe; Ping Sun, Chine; Inés Bústillo, ECLAC; Alvaro Hernandez, Équateur; Shamshad Akhtar, ESCAP; Steven Ciobo, G-20; Luis-Alberto Arce, G-77; Metellus Alfredfis, Haïti; Stephen Pursey, OIT; Mohamed Taamouti, Maroc; Suleiman Alherbish, OFID; Omar Abdul-Hamid, OPEP; Sulaiman Al-Turki, Arabie Saoudite; Manuel F. Montes, South Centre; Sultan Alsuwaidi, Émirats arabes unis; Petko Draganon, CNUCED; Alexander Trepelkov, UNDESA.

Invités : Christine Lagarde, Directrice générale, Fonds monétaire international
Jim Yong Kim, Président, Banque mondiale

Secrétariat du Groupe des Vingt-Quatre : Amar Bhattacharya, Marilou Uy, Analisa Bala, Rachael Holt, Regina Chengcheng Feng, Ndzouli Mendouga

Secrétariat du FMI pour le G-24 : Rosalind Mowatt, Veronika Zavacka, Dalila Bendourou

¹ Personnes assises à la table de discussion.

